

Adresse aux agents

Report de la journée de grève prévue le 18 novembre et maintien de nos revendications

Les attentats de Paris ont provoqué une indignation, une tristesse et un désarroi profonds en France et au-delà de nos frontières. Les agents des finances publiques sont touchés au même titre que l'ensemble des citoyens attachés aux valeurs démocratiques et républicaines.

Les organisations syndicales Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques et FO DGFIP ont appelé l'ensemble des agents des finances publiques à se mettre en grève le jour du comité technique de réseau convoqué par la Direction Générale le 18 novembre pour exiger :

- Un moratoire sur les restructurations en cours et de véritables discussions sur le devenir des services,
- Davantage de moyens humains et budgétaires,
- Une véritable reconnaissance de nos qualifications,
- De meilleures conditions de travail.

Pour nos syndicats, ces revendications sont et demeurent plus que jamais légitimes et urgentes à satisfaire pour assurer un service public efficace et de qualité, encore plus indispensable dans la période. Pour pouvoir répondre, en effet, aux besoins de la population, les services de l'Etat, y compris à la DGFIP, doivent disposer de moyens à la hauteur des enjeux. Toutefois, soucieux de l'efficacité de leur action, nos syndicats prennent la mesure du contexte actuel et du choc que ces attentats inqualifiables ont provoqué tant dans l'opinion que parmi les agents des finances publiques.

En conséquence, après une série d'échanges :

- Ils prennent acte de l'impossibilité d'organiser le rassemblement de Bercy et ceux prévus dans les départements le 18 novembre comme de l'annulation du Congrès des Maires à l'occasion duquel ils avaient prévu une large diffusion de tracts visant à les alerter sur la situation de la DGFIP et à leur proposer de rejoindre le rassemblement initialement prévu.
- Ils reportent leur légitime action de grève prévue le 18 novembre à une date ultérieure qu'ils communiqueront rapidement aux agents.
- Ils réaffirment plus que jamais leurs revendications et leur engagement pour un service public, fiscal, économique, financier et foncier de qualité et donc, maintiennent leur demande d'audience aux Ministres.
- Ils appellent les agents à rester mobilisés, à signer massivement dans les prochaines semaines la pétition contre les tentatives de déréglementation des actes de gestion et à participer aux actions locales et nationales organisées à l'avenir.

Nos syndicats s'adresseront à nouveau très prochainement aux agents.